

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article I-7

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### **Article I-7: Droits fondamentaux**

1. L'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux qui constitue la deuxième partie de la présente Constitution.
2. L'Union ~~s'emploie à~~ **peut** adhérer à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'adhésion à cette Convention ne modifie pas les compétences de l'Union telles que définies dans la présente Constitution. **A cette fin, est annexée à l'acte final une déclaration fixant les conditions de cette adhésion.**
3. Les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux.

---

#### **Explication éventuelle :**

Lors de la discussion par la Convention du projet d'article 5 de la future constitution, le représentant des autorités françaises à la Convention a présenté un amendement ne contestant pas l'introduction d'une base juridique permettant l'adhésion de l'Union à la CEDH, mais indiquant que cette adhésion ne devait être mentionnée que comme une possibilité. Etant donnée la nouvelle proposition du Præsidium, qui n'a pas retenu notre amendement, les autorités françaises souhaitent que l'adhésion de l'Union à la CEDH soit explicitement subordonnée à l'adoption d'une déclaration annexée à l'acte final de la CIG qui permettrait d'entourer cette adhésion de toutes les garanties nécessaires. La formule employée par le Præsidium selon laquelle « L'adhésion à cette Convention ne modifie pas les compétences de l'Union telles que définies dans la présente Constitution » n'est pas suffisante.

